



Assemblée générale

Distr. générale
13 septembre 2017
Français
Original : anglais

Soixante-douzième session Bureau

Organisation de la soixante-douzième session ordinaire de l'Assemblée générale, adoption de l'ordre du jour et répartition des questions inscrites à l'ordre du jour

Premier rapport du Bureau

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	2
II. Organisation de la session	2
A. Bureau	2
B. Rationalisation des travaux	2
C. Date de clôture de la session	5
D. Horaire des séances	5
E. Débat général	6
F. Conduite des séances, longueur des déclarations, explications de vote, droit de réponse, motions d'ordre et déclarations de clôture	6
G. Comptes rendus des séances	8
H. Résolutions	8
I. Documentation	9
J. Questions se rapportant au budget-programme	10
K. Manifestations et réunions commémoratives	14
III. Adoption de l'ordre du jour	14
IV. Répartition des questions inscrites à l'ordre du jour	30



I. Introduction

1. À sa 1^{re} séance, le 13 septembre 2017, le Bureau a examiné un mémorandum du Secrétaire général concernant l'organisation de la soixante-douzième session ordinaire et des futures sessions de l'Assemblée générale, de l'adoption de l'ordre du jour et de la répartition des questions inscrites à l'ordre du jour (A/BUR/72/1). Un résumé des débats figurera dans le compte rendu analytique de la séance (A/BUR/72/SR.1).
2. Le Bureau a pris note des résolutions de l'Assemblée générale relatives à la revitalisation de ses travaux¹.

II. Organisation de la session

A. Bureau

3. Le Bureau a pris note de l'article 40 du Règlement intérieur et sur le document A/56/1005 (annexe, par. 9 et 10) concernant ses fonctions.
4. Le Bureau a également pris note du paragraphe 5 de l'annexe de la résolution [58/316](#), relatif à ses attributions, en particulier des alinéas e) à h) de ce paragraphe prescrivent en effet ce dernier de continuer : d'examiner l'opportunité de n'examiner que tous les deux ou trois ans, de regrouper ou d'éliminer des points de l'ordre du jour habituel de l'Assemblée générale; de continuer de prévoir des séances d'information informelles sur des questions d'actualité; de recommander à l'Assemblée un programme et une formule pour les débats interactifs sur les questions inscrites à son ordre du jour; et de continuer de rechercher des moyens d'améliorer ses méthodes de travail en vue d'accroître son efficacité et son utilité sur tous les plans.
5. Le Bureau a en outre pris note du fait que, dès le début de chaque session, chaque Vice-Président de l'Assemblée générale désignait une personne qui serait chargée d'assurer des fonctions de liaison pendant toute la durée de la session. Il peut le faire au moyen d'une lettre adressée au Président de l'Assemblée (résolution [55/285](#), annexe, par. 20).

B. Rationalisation des travaux

6. Le Bureau a pris note des résolutions concernant la rationalisation des travaux, et notamment le fonctionnement administratif et financier de l'Organisation².
7. Le Bureau a également pris note du paragraphe 14 de l'annexe de la résolution [55/285](#), qui se lit comme suit :
 14. En ce qui concerne l'application du paragraphe 7 de l'annexe à la résolution [51/241](#), le Président de l'Assemblée générale, après que l'Assemblée aura examiné le rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation, évaluera l'état d'avancement du débat qu'elle aura consacré à ce rapport, pour qu'elle détermine s'il convient de prendre de nouvelles décisions en la matière.

¹ Résolutions [46/77](#), [47/233](#), [48/264](#), [51/241](#), [52/163](#), [55/285](#), [56/509](#), [57/300](#), [57/301](#), [58/126](#), [58/316](#), [59/313](#), [60/286](#) [61/292](#), [62/276](#), [63/309](#), [64/301](#), [65/315](#), [66/294](#), [67/297](#), [68/307](#), [69/321](#), [70/305](#) et [71/323](#).

² Résolutions [41/213](#), [48/264](#), [52/12 B](#), [58/126](#), [58/316](#), [59/313](#), [60/286](#), [63/309](#), [67/297](#), [68/307](#), [69/321](#), [70/305](#) et [71/323](#).

8. Le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée générale sur les paragraphes 15 et 16 de sa résolution [71/323](#), dans laquelle l'Assemblée a invité son Président, lorsqu'il consacrait des débats thématiques ouverts et interactifs à des questions d'actualité qui revêtaient une importance cruciale pour la communauté internationale, à travailler en étroite consultation avec le Bureau et les États Membres, y compris en ce qui concerne la fréquence de ces débats et l'établissement de leur programme préliminaire, et l'a prié de faire porter les réunions de haut niveau exclusivement sur de telles questions, compte tenu des intérêts de l'ensemble des États Membres et l'accent étant mis sur les groupes les plus vulnérables, tout en souhaitant que les activités de nature strictement sectorielle ou thématique soient confiées aux six grandes commissions.

9. Le Bureau appelle également l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 26 de sa résolution [71/323](#), dans lequel l'Assemblée a souligné qu'elle devrait, à sa soixante-douzième session, en collaboration avec ses grandes commissions et en consultation avec les États Membres, continuer d'envisager la possibilité de n'examiner certaines questions que tous les deux ou trois ans et d'en regrouper ou d'en supprimer d'autres, notamment en instituant une clause de caducité, avec le consentement exprès de l'État ou des États ayant demandé leur inscription à l'ordre du jour, et de faire des propositions en ce sens, en tenant compte des recommandations du Groupe de travail spécial en la matière.

10. Le Bureau appelle en outre l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 28 de la résolution [71/323](#), dans lequel l'Assemblée a redit qu'il était nécessaire d'accroître les synergies et la cohérence et de réduire les chevauchements entre les questions inscrites à l'ordre du jour, notamment celles renvoyées aux Deuxième et Troisième Commissions et celles dont sont saisis le Conseil économique et social et ses organes subsidiaires, les travaux du Forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices du Conseil ou sous les siens, ainsi que ceux de toute autre instance traitant de questions connexes, en tenant compte des règlements intérieurs applicables et de l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030, et demandé que les efforts en ce sens se poursuivent à sa soixante-douzième session.

11. Le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 29 de la résolution [71/323](#), dans lequel l'Assemblée l'a prié, dans l'exercice des fonctions que lui conférait l'article 40 du Règlement intérieur, de s'employer tout particulièrement à réduire les chevauchements.

12. Le Bureau appelle également l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 30 de la résolution [71/323](#), dans lequel elle a prié son Président à sa soixante-douzième session de formuler des propositions à l'issue de consultations avec tous les États Membres et le Président du Conseil économique et social, et après la convocation du Bureau, visant à combler les lacunes et à éliminer les doubles emplois qu'il y aurait dans son ordre du jour en ce qui concerne le Programme de développement durable à l'horizon 2030, en tenant compte du rapport sur l'alignement stratégique de ses futures sessions sur le Programme 2030 et d'autres éléments pertinents, dont les États Membres seraient saisis à sa soixante-treizième session.

13. Le Bureau appelle en outre l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 20 de la résolution [71/323](#), dans laquelle l'Assemblée a réaffirmé les mandats touchant l'amélioration des méthodes de travail des grandes commissions, notamment les dispositions de la section C de l'annexe de sa résolution [58/316](#), celles des paragraphes 7 à 13 de sa résolution [59/313](#), celles correspondant au thème III de l'annexe de sa résolution [60/286](#) et celles de la résolution [69/231](#), en particulier ses paragraphes 16 et 17.

14. Le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée générale sur le fait que les grandes commissions ne commenceront leurs travaux de fond qu'à l'issue du débat général et que la Première Commission et la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) ne siégeront pas en même temps; elles pourront envisager de se réunir l'une à la suite de l'autre durant la session ordinaire de l'Assemblée, sauf si cela doit nuire à leur identité, à l'exécution de leur programme de travail et au bon examen de leur ordre du jour (résolution 51/241, annexe, par. 31 et 36).

15. Le Bureau appelle également l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 21 de la résolution 71/323, dans lequel elle a prié chacune des grandes commissions d'approfondir la réflexion sur ses méthodes de travail au début de chaque session, et a invité à cet égard leurs présidents à informer le Groupe de travail spécial sur la revitalisation des travaux de l'Assemblée, pendant la soixante-douzième session, des meilleures pratiques et enseignements tirés de l'expérience.

16. Le Bureau appelle en outre l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 22 de la résolution 71/323, dans lequel elle a prié les présidents des grandes commissions d'organiser des réunions en vue de la passation des fonctions entre les bureaux sortants et ceux qui leur succéderaient, afin qu'ils échangent des vues sur les résultats et le programme de la session suivante, et invité les présidents des grandes commissions à présenter à leurs successeurs un rapport sur les meilleures pratiques et les enseignements tirés de l'expérience.

17. Le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 24 de la résolution 71/323, dans lequel l'Assemblée a demandé aux présidents des six grandes commissions de se réunir périodiquement pendant la session afin de mutualiser les meilleures pratiques et d'améliorer la cohérence et la complémentarité des travaux des grandes commissions.

18. Le Bureau appelle également l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 53 de sa résolution 71/323, dans lequel l'Assemblée a demandé à tous les organes intergouvernementaux compétents de passer en revue les résumés de leurs réunions ainsi que les autres avis qui étaient publiés dans le *Journal des Nations Unies* pour en déterminer l'utilité, et de prendre les mesures nécessaires en vue de rationaliser encore davantage le format du Journal.

19. Le Bureau appelle en outre l'attention de l'Assemblée générale sur les dispositions de la résolution 71/323 intéressant la disposition transitoire résultant de sa décision 68/505 et recommandant l'ordre de roulement de la présidence des grandes commissions pour ses soixante-neuvième à soixante-treizième sessions, ainsi que sur les directives sur l'élection des présidents et rapporteurs des grandes commissions figurant en annexe à la résolution 68/307, et la requête que l'Assemblée avait formulée tenant à ce que le Groupe de travail spécial mette au point et lui propose, à sa soixante-douzième session au plus tard, en consultation avec les groupes régionaux, des dispositions régissant à long terme l'élection des présidents et des rapporteurs des grandes commissions, le but étant d'instituer un mécanisme prévisible, transparent et équitable.

20. Le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 44 de la résolution 71/323, dans laquelle l'Assemblée a invité les États Membres à rechercher un équilibre entre hommes et femmes dans la répartition des présidences des grandes commissions et des membres de leurs bureaux.

C. Date de clôture de la session

21. Le Bureau recommande à l'Assemblée générale de suspendre sa soixante-douzième session le lundi 11 décembre 2017 et de la clore le lundi 17 septembre 2018 (art. 2 du Règlement intérieur et par. 4 de l'annexe IV du même Règlement).

22. Le Bureau recommande également à l'Assemblée générale que, pendant la partie principale de la session, la Première Commission achève ses travaux le jeudi 2 novembre au plus tard, la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) le mardi 7 novembre au plus tard, la Deuxième Commission et la Troisième Commission le mercredi 22 novembre au plus tard, la Cinquième Commission le vendredi 8 décembre au plus tard et la Sixième Commission le vendredi 10 novembre 2017 au plus tard³.

D. Horaire des séances

23. Le Bureau a pris note que, du fait de contraintes financières, le service des séances tenues au Siège n'est pas assuré au-delà de 18 heures ou le week-end. En conséquence, les séances devront commencer à 10 heures précises et être levées à 18 heures au plus tard les jours de semaine. Le Bureau a également pris note de la résolution 59/313, dans laquelle l'Assemblée générale a vivement engagé tous les présidents de séance de l'Assemblée à ouvrir les séances à l'heure.

24. Le Bureau a pris note de l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'annexe de la résolution 58/316, qui se lit comme suit :

b) À compter de sa cinquante-neuvième session, les réunions plénières de l'Assemblée générale se tiendront normalement les lundis et jeudis.

25. Le Bureau a en outre pris note du paragraphe 4 de la résolution 71/262 dans lequel l'Assemblée générale a noté avec satisfaction que le Secrétariat avait tenu compte des dispositions de ses résolutions 53/208 A, 54/248, 55/222, 56/242, 57/283 B, 58/250, 59/265, 60/236 A, 61/236, 62/225, 63/248, 64/230, 65/245, 66/233, 67/237 et 68/251 concernant le vendredi saint orthodoxe et les fêtes chômées de l'Aïd al-Fitr et de l'Aïd al-Adha, et demandé à tous les organes intergouvernementaux de se conformer à ces dispositions lorsqu'ils programmaient leurs réunions.

26. Le Bureau a pris note des paragraphes 5 à 9 de la résolution 69/250, dans lesquels l'Assemblée générale a constaté que les fêtes ci-après étaient importantes, invité les organes du Siège et des autres lieux d'affectation où elles étaient célébrées à éviter de tenir des réunions ces jours-là et, à cet égard, a préconisé qu'il soit tenu compte de ces fêtes lors de l'élaboration du calendrier des conférences et des réunions : Yom Kippour (29 septembre 2017, observé), la Journée du Vesak (à déterminer), Diwali (19 octobre 2017, observé), GURPURAB (3 novembre 2017) et le Noël orthodoxe (à déterminer).

27. Le Bureau recommande à l'Assemblée générale de lever, conformément à la pratique établie, l'obligation de quorum qui veut qu'un tiers au moins des membres (un quart pour les séances des grandes commissions) soient présents pour que le Président puisse déclarer une séance plénière ouverte et permettre le déroulement du débat. Il est entendu qu'une telle dérogation ne modifierait en rien les dispositions

³ Une date limite obligatoire – le 1er décembre au plus tard – doit être fixée pour la présentation à la Cinquième Commission de tous les projets de résolution ayant des incidences financières (voir par. 63).

des articles 67 et 108 du Règlement intérieur et que la présence de la majorité des membres serait toujours requise pour la prise de toute décision.

28. Le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 40 de sa résolution [71/323](#), dans lequel elle a encouragé la tenue de réunions de haut niveau durant la première moitié de l'année, dans les limites des ressources existantes, compte tenu du calendrier des conférences et sans préjudice de la pratique actuelle consistant à tenir une réunion de haut niveau en septembre, au début de chacune de ses sessions.

29. Le Bureau appelle également l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 38 de sa résolution [71/323](#), dans lequel elle a invité de nouveau le Secrétaire général, son Président et les présidents des grandes commissions à mieux coordonner, en consultation avec le Bureau et les États Membres, l'organisation des réunions, y compris les réunions de haut niveau et les débats thématiques de haut niveau, afin d'en optimiser le caractère interactif, l'efficacité et l'échelonnement tout au long de la session, et d'envisager les moyens de réduire le nombre de manifestations de haut niveau qui se tenaient pendant le débat général.

30. Le Bureau appelle en outre l'attention de l'Assemblée générale sur le fait que, conformément à la pratique établie, l'Assemblée tient un seul débat sur les questions inscrites à son ordre du jour et qu'un mandat spécifique de sa part est requis pour que des débats supplémentaires puissent être tenus.

E. Débat général

31. Le Bureau rappelle à l'Assemblée générale que, conformément à la résolution [57/301](#), le débat général de la soixante-douzième session commencera le mardi 19 septembre 2017 à 9 heures. Le Secrétaire général recommande que le débat général se poursuive le samedi 23 septembre afin qu'un maximum d'intervenants puissent prendre la parole cette semaine-là. Le débat général se poursuivra le lundi 25 septembre. Le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée sur le fait que tous les orateurs inscrits sur la liste quotidienne s'exprimeront le jour prévu et qu'aucune intervention ne sera renvoyée au lendemain, quelles que soient les incidences sur les heures de travail. De plus, il n'y aura pas de limitation du temps de parole pour les déclarations prononcées au cours du débat général mais l'Assemblée demandera aux orateurs de bien vouloir faire en sorte que leurs interventions ne dépassent pas 15 minutes.

32. Le Bureau rappelle également à l'Assemblée générale que, conformément aux dispositions du paragraphe 7 de l'annexe de sa résolution [58/126](#), le thème intitulé «*Priorité à l'être humain : paix et vie décente pour tous sur une planète préservée*» a été proposé pour le débat général de sa soixante-douzième session.

F. Conduite des séances, longueur des déclarations, explications de vote, droit de réponse, motions d'ordre et déclarations de clôture

33. Le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée générale sur certaines dispositions du Règlement intérieur concernant la conduite des séances, à savoir les articles 35, 68, 72, 73, 99 b), 106, 109, 114 et 115.

34. Le Bureau appelle également l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 32 de sa résolution [71/323](#), dans lequel elle a rappelé l'article 72 de son Règlement intérieur et demandé que, le cas échéant, le temps de parole soit

strictement respecté par tous les orateurs s'exprimant dans son enceinte, en particulier pendant le débat général, ses réunions de haut niveau et les débats thématiques de haut niveau convoqués par son Président.

35. Le Bureau appelle en outre l'attention de l'Assemblée générale sur le fait que, conformément à la pratique établie, les débats en séance plénière comprendraient des déclarations, le cas échéant, du Président de l'Assemblée générale, du Secrétaire général, des États Membres et des observateurs, sauf si l'Assemblée générale en décide autrement, et que les projets de propositions seraient examinés après la fin du débat.

36. Le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 33 de sa résolution [71/323](#), dans lequel elle a invité les présidents de ses réunions et des conférences des Nations Unies, en particulier dans les situations où il y a très peu de temps de disponible pour les débats, à envisager de recommander l'application du principe voulant que les règles protocolaires aient été observées, l'idée étant que les participants s'abstiennent d'énoncer les expressions protocolaires habituelles lors de leurs interventions.

37. Le Bureau appelle également l'attention de l'Assemblée générale sur le fait que la durée des explications de vote doit être limitée à 10 minutes; que lorsqu'un même projet de résolution est examiné dans une grande commission et en séance plénière, les délégations doivent, dans toute la mesure possible, n'expliquer leur vote qu'une seule fois, soit en commission, soit en séance plénière, à moins que leur vote en séance plénière ne diffère de leur vote en commission; que les jours où il y a deux séances et où ces séances sont consacrées à l'examen du même point de l'ordre du jour, les délégations doivent exercer leur droit de réponse en fin de journée [décision 34/401, par. 6 à 8 ([A/520/Rev.18](#), annexe V)].

38. Le Bureau recommande à l'Assemblée générale de limiter à cinq minutes le temps de parole au titre des motions d'ordre.

39. Le Bureau recommande également à l'Assemblée générale que, pour gagner du temps en fin de session, l'Assemblée et ses grandes commissions abandonnent la pratique des déclarations de clôture, à l'exception de celles des présidents [décision 34/401, par. 17 ([A/520/Rev.18](#), annexe V)].

40. Le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée générale sur la résolution [59/313](#), dans laquelle l'Assemblée a invité les délégations qui souscrivent à une déclaration faite au nom d'un groupe d'États Membres à limiter autant que possible toute intervention subsidiaire prononcée au nom de leur pays à des points qui n'ont pas été suffisamment traités dans ladite déclaration, sans perdre de vue le droit souverain de chaque État Membre d'exprimer sa position.

41. Le Bureau appelle également l'attention de l'Assemblée générale sur le fait qu'une fois la procédure de vote achevée à l'Assemblée, les résultats du vote sont définitifs. Les délégations peuvent clarifier leur intention de vote dans un formulaire disponible auprès du Secrétariat afin qu'il en soit tenu compte dans le compte rendu officiel de la séance.

42. Le Bureau appelle en outre l'attention de l'Assemblée générale sur le fait qu'une fois adopté un projet de résolution ou de décision par l'Assemblée, il est impossible à d'autres États Membres de se joindre aux auteurs. De même, une fois qu'une grande commission a adopté un projet de texte et recommandé son adoption par l'Assemblée, il est impossible à d'autres États Membres de se joindre aux auteurs.

43. Le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée générale sur les paragraphes 47 et 48 de sa résolution [71/323](#), dans lesquels elle a décidé que les noms des candidats

aux élections qui se tiennent dans son enceinte ou dans les grandes commissions devaient être communiqués au Secrétariat, si possible au moins 48 heures avant le scrutin, sauf dispositions contraires prévues par des règles bien précises régissant les élections concernées, et que ces noms devaient être imprimés sur les bulletins de vote, étant entendu qu'il faut garder de la place sur les bulletins de vote pour y inscrire d'autres noms, le cas échéant, et que, afin de préserver la dignité dans son enceinte comme dans ses grandes commissions, il ne pouvait être distribué le jour du scrutin, dans la salle de l'Assemblée générale ou celle où se réunit sa commission, autre chose qu'une seule page d'informations concernant chaque candidat.

G. Comptes rendus des séances

44. Le Bureau a pris note du fait que, pendant la soixante-douzième session comme lors des sessions précédentes, des procès-verbaux seront établis pour les séances plénières de l'Assemblée et les séances de la Première Commission, et des comptes rendus analytiques pour les séances du Bureau et des autres grandes commissions de l'Assemblée. Il a également pris note du fait qu'en application du paragraphe 76 de la résolution 66/246 de l'Assemblée générale, les séances de ses six grandes commissions seraient diffusées en direct sur le Web.

45. En outre, le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée générale sur le fait qu'il a été mis fin, dans le cas de tous ses organes subsidiaires qui ont droit à l'établissement de comptes rendus analytiques, à la pratique consistant à reproduire dans des documents distincts le texte intégral des déclarations, et que l'organe concerné ne pourra déroger à cette règle que si les déclarations doivent servir de base de discussion et si, après avoir entendu un exposé des incidences financières pertinentes, l'organe décide que le texte intégral d'une ou de plusieurs déclarations peut figurer dans le compte rendu analytique ou être reproduit dans un document distinct, ou encore être joint en annexe à des documents autorisés (résolution 38/32 E, par. 8 et 9).

46. Le Bureau recommande à l'Assemblée générale que la pratique consistant à ne pas reproduire *in extenso* les déclarations faites au sein d'une grande commission soit maintenue pour la soixante-douzième session.

47. Le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée générale sur le fait que les membres qui souhaitent exercer leur droit de réponse à une allocution prononcée par un chef d'État en formulant des observations doivent les soumettre par écrit afin qu'elles soient distribuées comme document de l'Assemblée. Lors de la 2377^e séance de l'Assemblée, à sa trentième session, en 1975, le Président de l'Assemblée a indiqué qu'il considérait que dans le cas d'allocutions prononcées par des Chefs d'État, le droit de réponse ne devait pas s'exercer oralement, mais qu'il ne voyait pas d'objection à ce que ce droit s'exerce par écrit, ce qui est entré dans la pratique de l'Assemblée.

H. Résolutions

48. Le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée générale sur ce qui suit :

- Chaque fois que possible, les résolutions qui prévoient qu'une question sera examinée à une session ultérieure ne doivent pas donner lieu à l'inscription d'un nouveau point distinct à l'ordre du jour et la question doit être examinée au titre du point sous lequel la résolution a été adoptée [décision 34/401, par. 32 (A/520/Rev.18, annexe V)]

- Il faudrait s'employer à réduire le nombre des résolutions adoptées par l'Assemblée générale. L'Assemblée ne devrait prier le Secrétaire général de n'établir de rapports que si cela est indispensable pour faciliter l'application d'une résolution ou poursuivre l'examen d'une question⁴;
- Pour assurer un plus grand poids politique aux résolutions, il faut qu'elles soient courtes, surtout leur préambule, et que les paragraphes de leur dispositif soient davantage axés sur des mesures concrètes (résolution 57/270 B, par. 69);
- Chaque fois que possible, pour l'adoption par l'Assemblée générale de textes agréés de résolutions et de décisions, des consultations informelles devraient avoir lieu avec la participation la plus large possible des États Membres [résolution 45/45, annexe, par. 1 (A/520/Rev.18, annexe VII, par. 1)];
- « Prend note » et « note » sont des termes neutres qui ne constituent ni approbation ni désapprobation (décision 55/488, annexe).

49. Le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 23 de l'annexe à sa résolution 60/286, dans lequel elle a engagé les États Membres à présenter des projets de résolution plus concis, plus pointus et plus concrets, ainsi que sur le paragraphe 21 de sa résolution 66/294, dans lequel elle a engagé les États Membres, les organes de l'Organisation et le Secrétariat à se consulter sur le regroupement des documents, afin d'éviter que certaines tâches soient effectuées en double, et à s'efforcer, en faisant preuve de la plus grande discipline possible, de veiller à ce que les résolutions, rapports et autres documents qu'ils établissent soient concis, notamment en renvoyant aux documents antérieurs plutôt que d'en reproduire la teneur, et de s'en tenir aux principaux thèmes, et leur demande de respecter les dates limites de soumission des documents afin que ceux-ci puissent être traités dans les temps, avant d'être soumis à l'examen des organes intergouvernementaux.

50. Le Bureau a pris note du fait que le Secrétaire général encourageait les États Membres à transmettre tous les projets de résolution et de décision conformément aux directives arrêtées par le Secrétariat et décidé d'appeler l'attention de l'Assemblée générale à ce sujet .

51. Le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée générale sur le fait que les résolutions et décisions sont numérotées dans l'ordre et que celles dont les titres sont identiques recevront la même cote, suivie d'une lettre permettant de les distinguer (« A » et « B », par exemple).

I. Documentation

52. Le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée générale sur le fait qu'elle-même et ses grandes commissions doivent se limiter à prendre acte des rapports du Secrétaire général ou des organes subsidiaires qui n'appellent pas de décision de la part de l'Assemblée, sans tenir de débat ni adopter de résolution, à moins que le Secrétaire général ou l'organe intéressé ne le demande expressément [décision 34/401, par. 28 (A/520/Rev.18, annexe V)].

53. Le Bureau appelle également l'attention de l'Assemblée générale sur la section III de la résolution 57/283 B concernant la publication des documents dans les six langues officielles de l'Assemblée dans les délais requis. En outre, il appelle l'attention de l'Assemblée générale sur la résolution 59/313, dans laquelle

⁴ *Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante et unième session, Supplément n° 49 (A/41/49), par. 21, recommandation 3 f).*

l'Assemblée a prié le Secrétaire général de veiller à ce que la documentation et les rapports paraissent suffisamment à l'avance, selon la règle des six semaines régissant la publication simultanée des documents dans toutes les langues officielles.

54. Le Bureau appelle en outre l'attention de l'Assemblée générale sur les résolutions [48/264](#) et [55/285](#), dans lesquelles elle a engagé les États Membres à s'abstenir de demander trop de nouveaux rapports et à privilégier des rapports fusionnés, ainsi que sur la résolution [57/270](#) B, dans laquelle elle a souligné qu'il fallait éviter de demander au Secrétaire général des rapports faisant double emploi.

55. Le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée générale sur la résolution [67/297](#), dans laquelle elle a engagé les États Membres, les organes de l'Organisation et le Secrétariat à continuer à se consulter sur la rationalisation de la documentation afin d'éviter les doublons et à faire preuve de la plus grande discipline possible, en recherchant la concision dont les résolutions, rapports et autres documents, notamment à renvoyer aux documents antérieurs au lieu d'en reproduire des passages et de s'en tenir aux principaux thèmes; et dans laquelle elle leur a demandé de respecter les dates limites de soumission des documents afin que ceux-ci puissent être publiés à temps pour être examinés par les organes intergouvernementaux.

56. Le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 49 de la résolution [71/323](#), dans laquelle elle a invité les États Membres à utiliser au maximum les services électroniques proposés par le Secrétariat pour faire des économies, réduire l'impact sur l'environnement et améliorer la diffusion des documents et, à cet égard, a prié le Secrétariat de continuer à améliorer, à harmoniser et, le cas échéant, à fédérer les services de ce type, notamment en mettant à disposition l'ensemble de la correspondance officielle de l'Organisation adressée aux États Membres.

57. Le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée générale sur ce qui suit :

- Les résolutions ne devraient comporter de demandes d'observations à présenter par les États ou de rapports à présenter par le Secrétaire général que s'il y a lieu de penser que leur application ou la poursuite de l'examen de la question en seront facilitées [résolution [45/45](#), annexe, par. 10 ([A/520/Rev.18](#), annexe VII, par. 10)];
- Lorsque, en vertu de résolutions de l'Assemblée générale, les États Membres ou les organismes du système des Nations Unies sont invités à présenter leurs vues ou à fournir des informations, ils devraient s'attacher à le faire dans les délais prescrits (résolution [55/285](#), annexe, par. 17);
- Les États Membres qui ont besoin d'informations additionnelles sont encouragés à demander qu'elles leur soient communiquées oralement ou, si elles le sont par écrit, sous la forme de fiches d'information, d'annexes, de tableaux ou sous d'autres formes analogues (résolution [59/313](#), par. 17).

58. Le Bureau appelle également l'attention de l'Assemblée générale sur le fait qu'à la soixante-douzième session, conformément aux dispositions du paragraphe 21 de la section IV de la résolution [67/237](#), le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences continuera de mettre à la disposition des délégations la plateforme PaperSmart qui leur offrira un appui supplémentaire.

J. Questions se rapportant au budget-programme

59. Le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée générale sur l'article 153 du Règlement intérieur, qui se lit comme suit :

Aucune commission ne recommande à l'Assemblée générale, pour approbation, de résolution impliquant des dépenses sans que cette résolution soit accompagnée d'une prévision des dépenses établie par le Secrétaire général. L'Assemblée générale ne vote aucune résolution dont le Secrétaire général prévoit qu'elle entraînera des dépenses tant que la Commission des questions administratives et budgétaires (Cinquième Commission) n'a pas eu la possibilité d'indiquer les incidences de la proposition sur les prévisions budgétaires de l'Organisation.

60. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur, le Secrétariat examine les incidences financières de tous les projets de résolution de l'Assemblée générale et de ses organes subsidiaires. Il commence cet examen au moment où le projet de résolution est présenté pour être publié comme document de l'Assemblée. Avant cela, il n'est pas en mesure de donner un quelconque avis officiel sur les incidences financières de tel ou tel projet de résolution ou de décision.

61. Le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée générale sur le fait que l'article 153 du Règlement intérieur dispose que la Commission des questions administratives et budgétaires (Cinquième Commission) doit nécessairement être saisie de toute proposition entraînant des dépenses avant que l'Assemblée générale ne se prononce à son sujet et qu'aucune exception n'est prévue dans l'article.

62. Le Bureau appelle également l'attention de l'Assemblée générale qu'il importe, pour que l'article 153 soit respecté, que les auteurs de propositions ayant des incidences budgétaires arrêtent au plus tôt un calendrier avec les Présidents de la Cinquième Commission et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

63. S'agissant également de l'article 153 du Règlement intérieur et de l'alinéa d) du paragraphe 13 de la décision 34/401, qui dispose qu'un minimum de 48 heures doit être prévu entre la présentation d'une proposition et le vote sur cette proposition afin de permettre au Secrétaire général d'établir l'état des incidences sur le budget-programme des propositions soumises à l'Assemblée générale, le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée sur le fait que, dans la plupart des cas, plus de 48 heures sont nécessaires pour que le Secrétaire général examine les incidences sur le budget-programme des projets dont l'Assemblée est saisie.

64. Le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 31 de sa résolution [71/323](#), dans lequel elle a rappelé les articles 153 et 154 de son Règlement intérieur et engagé les présidents des grandes commissions et le Secrétaire général à veiller, dans le cadre de leur mandat respectif, au respect des dispositions qui y sont énoncées.

65. Le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée générale sur les paragraphes 12 et 13 de la décision 34/401 ([A/520/Rev.18](#), annexe V), qui se lisent comme suit :

12. Il est essentiel que les grandes commissions prévoient des délais suffisants pour l'établissement des prévisions de dépenses par le Secrétariat, ainsi que pour l'examen de celles-ci par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et par la Cinquième Commission, et qu'elles tiennent compte de cette nécessité lorsqu'elles adoptent leur programme de travail.

13. En outre :

a) Une date limite obligatoire – le 1^{er} décembre au plus tard – doit être fixée pour la présentation à la Cinquième Commission de tous les projets de résolution ayant des incidences financières;

b) La Cinquième Commission doit, comme pratique générale, envisager d'accepter sans débat les recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires concernant les incidences financières des projets de résolution, jusqu'à concurrence d'un montant limite prescrit, à savoir 25 000 dollars pour une dépense donnée;

c) Des délais fermes doivent être fixés pour que les rapports des organes subsidiaires qui doivent être examinés par la Cinquième Commission soient présentés au plus tôt;

d) Un minimum de 48 heures doit être prévu entre la présentation d'une proposition impliquant des dépenses et le vote sur cette proposition, afin de permettre au Secrétaire général d'établir et de présenter l'état des incidences administratives et financières s'y rapportant.

66. Le Bureau appelle également l'attention de l'Assemblée générale sur l'article 5.9 du Règlement régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation (ST/SGB/2016/6; adopté initialement dans la résolution 37/234, annexe; les dispositions figurant dans la présente version révisée sont publiées en application de la résolution 70/8), ainsi que sur la résolution 54/236 de l'Assemblée et sa décision 54/474. L'article 5.9 se lit comme suit :

Article 5.9. Aucun conseil, commission ou autre organe compétent ne peut prendre de décision qui implique une modification du budget-programme approuvé par l'Assemblée générale ou qui peut entraîner des dépenses s'il n'a pas été saisi d'un rapport du Secrétaire général sur les incidences que la décision envisagée peut avoir sur le budget-programme et n'en a pas tenu compte.

67. Le Bureau appelle également l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 6 de sa résolution 35/10 A, qui se lit comme suit :

6. *Décide* que toutes les propositions concernant le calendrier des conférences et réunions qui auront été faites lors d'une session de l'Assemblée générale seront revues par le Comité des conférences lorsque les incidences administratives seront examinées en vertu des dispositions de l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée.

68. Le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée générale sur la section VI de sa résolution 45/248 B relative aux procédures à suivre pour les questions administratives et budgétaires, dans laquelle l'Assemblée :

1. *Réaffirme* que la Cinquième Commission est celle de ses grandes commissions à laquelle incombe le soin des questions administratives et budgétaires;

2. *Réaffirme également* le rôle du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;

3. *S'inquiète* de la tendance manifestée par les commissions chargées des questions de fond et d'autres organes intergouvernementaux à s'ingérer dans les questions administratives et budgétaires;

4. *Invite* le Secrétaire général à communiquer à tous les organes intergouvernementaux les éléments d'information nécessaires concernant les procédures à suivre pour les questions administratives et budgétaires.

69. Le Bureau appelle également l'attention de l'Assemblée générale sur l'exposé oral présenté par le Secrétariat concernant les incidences du budget-programme préalablement à l'examen de toute proposition qui influencerait sur les exercices futurs

et figurerait dans le projet de budget-programme ou serait financée au moyen de ressources extrabudgétaires.

70. Le Bureau appelle en outre l'attention de l'Assemblée générale sur les vues exprimées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires concernant l'utilisation du membre de phrase « dans la limite des ressources disponibles »⁵ ainsi que sur le rapport dans lequel le Comité a souligné qu'il incombait au Secrétariat d'indiquer à l'Assemblée de manière complète et précise si les ressources étaient suffisantes pour mettre en œuvre une nouvelle activité⁶.

71. Le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 5 de la résolution 40/243, en vertu duquel les organes de l'Organisation des Nations Unies peuvent tenir des sessions ailleurs qu'à leur siège lorsqu'un gouvernement, en invitant l'un d'entre eux à tenir une session sur son territoire, accepte de prendre à sa charge, après consultation avec le Secrétaire général quant à leur nature et à leur montant probable, les dépenses supplémentaires effectives qui en résultent directement ou indirectement. Il convient d'améliorer les méthodes employées pour budgétiser lesdits coûts afin de garantir qu'ils soient tous pris en compte⁷.

72. Le Bureau appelle également l'attention de l'Assemblée générale sur le fait que toutes les activités liées à des conventions ou traités internationaux qui doivent, en vertu des arrangements juridiques respectifs, être financées par des ressources extrabudgétaires, ne peuvent être entreprises par le Secrétariat qu'une fois que des fonds suffisants auront été reçus d'avance des États parties et des États non parties participant aux réunions.

73. Le Bureau appelle en outre l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 11 de sa résolution 69/250, dans lequel elle a invité les États Membres à fournir dans les nouveaux textes adoptés par les organes délibérants suffisamment d'informations concernant les modalités d'organisation des conférences et réunions.

74. Le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée générale sur le coût estimatif des services de conférence qui seraient nécessaires à la tenue de deux réunions supplémentaires d'une durée maximum de trois heures chacune, pendant les heures de travail, soit 12 000 dollars, et pendant le week-end, soit 37 295 dollars un samedi et 37 727 dollars un dimanche⁸, et sur le fait que ces montants n'incluent ni le coût des services supplémentaires liés à l'appui technique qui seraient fournis par le Secrétariat ni le coût des services de diffusion sur le Web, ni les coûts liés à la tenue de réunions en dehors des horaires de travail, entre autres éléments.

75. Le Bureau appelle également l'attention de l'Assemblée générale sur le coût estimatif de la publication d'un rapport ou d'une note ne dépassant pas 8 500 mots si le document émane du Secrétariat, à savoir 27 800 dollars, et 10 700 mots s'il provient de l'extérieur, à savoir 34 800 dollars⁸, et sur le fait que ce montant comprend les services d'édition, de traduction et de publication d'un document mais non les services supplémentaires liés à l'appui technique requis aux fins de l'établissement du contenu.

⁵ Ibid., *trente-huitième session, Supplément n° 7A (A/38/7/Add.1 à 23)*, document [A/38/7/Add.16](#).

⁶ Ibid., *cinquante-quatrième session, Supplément n° 7 (A/54/7)*.

⁷ Ibid., *quarante et unième session, Supplément n° 49 (A/41/49)*, par. 21, recommandation 4.

⁸ Estimation fondée sur les coûts calculés au 12 décembre 2017 et sujette à fluctuation.

K. Manifestations et réunions commémoratives

76. Compte tenu de la pratique établie, le Bureau recommande à l'Assemblée générale d'adopter, pour les réunions commémoratives, un format qui comprenne des déclarations du Président de l'Assemblée générale, du Secrétaire général, des présidents des cinq groupes régionaux et du représentant du pays hôte.

77. Le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée générale sur sa pratique consistant à convoquer une séance plénière pour rendre hommage à la mémoire d'un chef d'État décédé pendant son mandat, alors qu'elle ne le fait pas dans le cas du décès d'un ancien chef d'État.

III. Adoption de l'ordre du jour

78. Le Bureau a examiné le projet d'ordre du jour de la soixante-douzième session présenté par le Secrétaire général dans son mémorandum (A/BUR/72/1). Toutes les propositions concernant l'inscription de questions à l'ordre du jour de la soixante-douzième session ont été communiquées aux États Membres dans les documents suivants :

a) Ordre du jour provisoire de la soixante-douzième session ordinaire de l'Assemblée générale (A/72/150);

b) Liste des questions supplémentaires qu'il est proposé d'inscrire à l'ordre du jour de la soixante-douzième session de l'Assemblée générale (A/72/200).

79. Les questions proposées pour inscription à l'ordre du jour figurent dans le projet d'ordre du jour, reproduit au paragraphe 100 ci-après.

80. À l'alinéa a) du paragraphe 2 de l'annexe de la résolution 58/316, l'Assemblée générale a notamment décidé que son ordre du jour serait articulé autour de titres correspondant aux priorités de l'Organisation, tels qu'ils figurent dans chaque plan à moyen terme ou dans le cadre stratégique, selon les cas, avec un titre supplémentaire « Questions d'organisation, questions administratives et autres questions », en vue de refléter le fait que les travaux de l'Assemblée sont structurés. Depuis la cinquante-neuvième session, l'ordre du jour de l'Assemblée générale est structuré en conséquence.

81. Le Bureau a pris note des résolutions pertinentes concernant l'examen et la coordination de l'ordre du jour, à savoir l'annexe I de la résolution 48/264, l'annexe de la résolution 51/241, l'annexe de la résolution 55/285, le paragraphe 60 de la résolution 57/270 B et les paragraphes 2 et 4 de l'annexe de la résolution 58/316. Il a également pris note du paragraphe 26 de la résolution 71/323, dans lequel l'Assemblée a souligné qu'elle devrait, à sa soixante-douzième session, en collaboration avec ses grandes commissions et en consultation avec les États Membres, continuer d'envisager la possibilité de n'examiner certaines questions que tous les deux ou trois ans et d'en regrouper ou d'en supprimer d'autres, notamment en instituant une clause de caducité, avec le consentement exprès de l'État ou des États ayant demandé leur inscription à l'ordre du jour, et de faire des propositions en ce sens, en tenant compte des recommandations du Groupe de travail spécial sur la revitalisation de ses travaux en la matière.

82. Compte tenu du programme de travail extrêmement chargé de l'Assemblée générale et de la nécessité d'utiliser au mieux des ressources limitées, le Bureau a pris note de la suggestion du Secrétaire général d'envisager de reporter à une session ultérieure l'examen des questions qui n'appellent pas de décision durant la session en cours (résolution 51/241, annexe, par. 23 à 26).

83. Le Bureau a pris note de la décision 49/426, dans laquelle l'Assemblée a décidé que l'octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale devrait, à l'avenir, être limité aux États et aux organisations intergouvernementales dont les activités portent sur des questions qui présentent un intérêt pour l'Assemblée.

84. En ce qui concerne les alinéas e) et f) du point 17 du projet d'ordre du jour (Amélioration de l'accès aux services financiers pour le développement durable et Promotion de la coopération internationale en matière de lutte contre les flux financiers illicites pour favoriser le développement durable), le Bureau a décidé de recommander leur inscription sous le titre A (Promotion d'une croissance économique soutenue et d'un développement durable, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale et aux décisions issues des récentes conférences des Nations Unies).

85. En ce qui concerne l'alinéa j) du point 19 du projet d'ordre du jour (Lutte contre les tempêtes de sable et de poussière), le Bureau a décidé de commander son inscription sous le titre A (Promotion d'une croissance économique soutenue et d'un développement durable, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale et aux décisions issues des récentes conférences des Nations Unies).

86. En ce qui concerne le point 41 du projet d'ordre du jour (Question de l'île comorienne de Mayotte), le Bureau a décidé de recommander son inscription sous le titre B (Maintien de la paix et de la sécurité internationales), étant entendu que l'Assemblée générale n'examinerait pas ce point jusqu'à nouvel ordre.

87. En ce qui concerne l'alinéa b) du point 52 du projet d'ordre du jour (Débat conjoint des Première et Quatrième Commissions consacré aux risques éventuels pour la sécurité et la viabilité des activités spatiales), le Bureau a décidé de recommander son inscription sous le titre B (Maintien de la paix et de la sécurité internationales).

88. En ce qui concerne le point 63 du projet d'ordre du jour (Question des îles malgaches Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India, le Bureau a décidé de recommander que son examen soit reporté à la soixante-treizième session de l'Assemblée générale et qu'il soit inscrit à l'ordre du jour provisoire de cette session.

89. En ce qui concerne le point 67 du projet d'ordre du jour (Retrait complet des forces militaires étrangères du territoire de la République de Moldova), le Bureau a décidé que l'examen de la question de son inscription à l'ordre du jour serait reporté à sa prochaine réunion qui se tiendra en octobre 2017.

90. En ce qui concerne le point 84 du projet d'ordre du jour (Expulsion des étrangers), le Bureau a décidé de recommander son inscription sous le titre F (Promotion de la justice et du droit international).

91. En ce qui concerne l'alinéa ii) du point 101 du projet d'ordre du jour (Vérification du désarmement nucléaire), le Bureau a décidé de recommander son inscription sous le titre G (Désarmement).

92. En ce qui concerne le point 133 du projet d'ordre du jour (Exploitation et atteintes sexuelles : application d'une politique de tolérance zéro), le Bureau a décidé de recommander son inscription sous le titre I (Questions d'organisation, questions administratives et autres questions).

93. En ce qui concerne le point 134 du projet d'ordre du jour (La responsabilité de protéger et la prévention du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité), le Bureau a décidé de recommander son inscription sous le titre I (Questions d'organisation, questions administratives et

autres questions) par 19 voix pour, 5 contre et 3 abstentions, à l'issue d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Afghanistan, Chili, Estonie (Président de la Deuxième Commission), Émirats arabes unis, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Ghana, Guatemala, Islande (Président de la Troisième Commission), Israël, Libéria, Liechtenstein (Vice-Président de la Première Commission), Madagascar, Maroc, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Singapour (Président de la Sixième Commission), Sri Lanka, Vanuatu.

Ont voté contre :

Bolivie (État plurinational de), Chine, Fédération de Russie, Venezuela (République bolivarienne du) (Président de la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission), Zimbabwe

Se sont abstenus :

Cameroun, Gabon, Indonésie.

94. En ce qui concerne le point 167 du projet d'ordre du jour (Financement de la Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti), le Bureau a décidé de recommander son inscription sous le titre I (Questions d'organisation, questions administratives et autres questions).

95. En ce qui concerne le point 172 du projet d'ordre du jour (Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au Réseau international sur le bambou et le rotin), le Bureau a décidé de recommander son inscription sous le titre I (Questions d'organisation, questions administratives et autres questions).

96. En ce qui concerne le point 173 du projet d'ordre du jour (Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au Bureau de recherche macroéconomique de l'ASEAN+3), le Bureau a décidé de recommander son inscription sous le titre I (Questions d'organisation, questions administratives et autres questions).

97. En ce qui concerne le point 174 du projet d'ordre du jour (Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au Groupe Eurasie de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme), le Bureau a décidé de recommander son inscription sous le titre I (Questions d'organisation, questions administratives et autres questions).

98. En ce qui concerne le point 175 du projet d'ordre du jour (Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au secrétariat de la Convention de Ramsar sur les zones humides), le Bureau a décidé de recommander son inscription sous le titre I (Questions d'organisation, questions administratives et autres questions).

99. En ce qui concerne le point 176 du projet d'ordre du jour (Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au Fonds pour l'environnement mondial), le Bureau a décidé de recommander son inscription sous le titre I (Questions d'organisation, questions administratives et autres questions).

100. Compte tenu des paragraphes 79 à 99 ci-dessus, le Bureau recommande à l'Assemblée générale d'adopter l'ordre du jour ci-après :

Ordre du jour articulé autour de titres correspondant aux priorités de l'Organisation

1. Ouverture de la session par le Président de l'Assemblée générale.
2. Minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation.
3. Pouvoirs des représentants à la soixante-douzième session de l'Assemblée générale :
 - a) Nomination des membres de la Commission de vérification des pouvoirs;
 - b) Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.
4. Élection du Président de l'Assemblée générale⁹.
5. Élection des bureaux des grandes commissions⁹.
6. Élection des vice-présidents de l'Assemblée générale⁹.
7. Organisation des travaux, adoption de l'ordre du jour et répartition des questions inscrites à l'ordre du jour : rapports du Bureau.
8. Débat général.

A. Promotion d'une croissance économique soutenue et d'un développement durable, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale et aux décisions issues des récentes conférences des Nations Unies

9. Rapport du Conseil économique et social.
10. Mise en œuvre de la Déclaration d'engagement sur le VIH/sida et des déclarations politiques sur le VIH/sida.
11. Le sport au service du développement et de la paix : édification d'un monde pacifique et meilleur grâce au sport et à l'idéal olympique.
12. Amélioration de la sécurité routière mondiale.
13. 2001-2010 : Décennie pour faire reculer le paludisme dans les pays en développement, particulièrement en Afrique.
14. Application et suivi intégrés et coordonnés des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes.
15. Culture de paix.
16. Les technologies de l'information et des communications au service du développement.
17. Questions de politique macroéconomique :
 - a) Commerce international et développement;
 - b) Système financier international et développement;

⁹ Conformément à l'article 30 de son Règlement intérieur, l'Assemblée générale tiendra ces élections, pour sa soixante-douzième session, au moins trois mois avant l'ouverture de ladite session.

- c) Soutenabilité de la dette extérieure et développement;
 - d) Produits de base;
 - e) Amélioration de l'accès aux services financiers pour le développement durable;
 - f) Promotion de la coopération internationale en matière de lutte contre les flux financiers illicites pour favoriser le développement durable.
18. Suivi et mise en œuvre des textes issus des Conférences internationales sur le financement du développement.
19. Développement durable:
- a) Mise en œuvre d'Action 21, du Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21 et des textes issus du Sommet mondial pour le développement durable et de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable;
 - b) Suivi et application des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa) et de la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement;
 - c) Réduction des risques de catastrophe;
 - d) Sauvegarde du climat mondial pour les générations présentes et futures;
 - e) Application de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique;
 - f) Convention sur la diversité biologique;
 - g) L'éducation au service du développement durable;
 - h) Harmonie avec la nature;
 - i) Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable;
 - j) Lutte contre les tempêtes de sable et de poussière.
20. Application des décisions prises par la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains et la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable et renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat).
21. Mondialisation et interdépendance:
- a) Rôle de l'Organisation des Nations Unies dans la promotion du développement dans le cadre de la mondialisation et de l'interdépendance;
 - b) Science, technologie et innovation au service du développement;
 - c) Culture et développement durable.
 - d) Coopération pour le développement des pays à revenu intermédiaire

22. Groupes de pays en situation particulière:
 - a) Suivi de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés;
 - b) Suivi de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral.
23. Élimination de la pauvreté et autres questions liées au développement:
 - a) Activités relatives à la deuxième Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (2008-2017);
 - b) Participation des femmes au développement;
 - c) Mise en valeur des ressources humaines.
24. Activités opérationnelles de développement:
 - a) Activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies;
 - b) Coopération Sud-Sud pour le développement.
25. Développement agricole, sécurité alimentaire et nutrition.
26. Vers des partenariats mondiaux.
27. Développement social:
 - a) Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale;
 - b) Développement social, y compris les questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille.
28. Promotion de la femme :
 - a) Promotion de la femme;
 - b) Suite donnée aux textes issus de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale.

B. Maintien de la paix et de la sécurité internationales

29. Rapport du Conseil de sécurité.
30. Rapport de la Commission de consolidation de la paix.
31. Élimination des mesures économiques coercitives unilatérales et extraterritoriales utilisées pour exercer une pression politique et économique.
32. Appui du système des Nations Unies aux efforts déployés par les gouvernements pour promouvoir et consolider les démocraties nouvelles ou rétablies.
33. Les diamants, facteur de conflits.
34. Prévention des conflits armés:
 - a) Prévention des conflits armés;

- b) Renforcement du rôle de la médiation dans le règlement pacifique des différends et la prévention et le règlement des conflits.
35. Conflits prolongés dans la région du Groupe GUAM et leurs incidences sur la paix et la sécurité internationales et sur le développement.
 36. Zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud.
 37. La situation au Moyen-Orient.
 38. Question de Palestine.
 39. La situation en Afghanistan.
 40. La situation dans les territoires occupés de l'Azerbaïdjan.
 41. Question de l'île comorienne de Mayotte.
 42. Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique.
 43. La situation en Amérique centrale : progrès accomplis vers la constitution d'une région de paix, de liberté, de démocratie et de développement¹⁰.
 44. Question de Chypre¹¹.
 45. Agression armée contre la République démocratique du Congo¹¹.
 46. Question des îles Falkland (Malvinas)¹¹.
 47. La situation de la démocratie et des droits de l'homme en Haïti¹¹.
 48. L'agression armée israélienne contre les installations nucléaires irakiennes et ses graves conséquences pour le système international établi en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, la non-prolifération des armes nucléaires et la paix et la sécurité internationales¹¹.
 49. Conséquences de l'occupation du Koweït par l'Iraq et de l'agression iraquienne contre le Koweït¹¹.
 50. Assistance à la lutte antimines.
 51. Effets des rayonnements ionisants.
 52. Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace :
 - a) Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace;
 - b) Débat conjoint des Première et Quatrième Commissions consacré aux risques éventuels pour la sécurité et la viabilité des activités spatiales.
 53. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

¹⁰ Conformément à la décision 60/508, cette question reste inscrite à l'ordre du jour de façon à pouvoir être examinée sur notification d'un État Membre.

¹¹ Conformément à l'alinéa b) du paragraphe 4 de l'annexe de la résolution 58/316, cette question reste inscrite à l'ordre du jour de façon à pouvoir être examinée sur notification d'un État Membre.

54. Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés.
55. Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects.
56. Étude d'ensemble des missions politiques spéciales.
57. Questions relatives à l'information.
58. Renseignements relatifs aux territoires non autonomes communiqués en application de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies.
59. Activités économiques et autres préjudiciables aux intérêts des peuples des territoires non autonomes.
60. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies.
61. Dispositifs offerts par les États Membres aux habitants des territoires non autonomes en matière d'études et de formation.
62. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.
63. Souveraineté permanente du peuple palestinien dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de la population arabe dans le Golan syrien occupé sur leurs ressources naturelles.
64. Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés et questions humanitaires.
65. Consolidation et pérennisation de la paix.

C. Développement de l'Afrique

66. Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique : progrès accomplis dans la mise en œuvre et appui international:
 - a) Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique : progrès accomplis dans la mise en œuvre et appui international;
 - b) Les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique.

D. Promotion des droits de l'homme

67. Rapport du Conseil des droits de l'homme.
68. Promotion et protection des droits de l'enfant :
 - a) Promotion et protection des droits de l'enfant;
 - b) Suite donnée aux textes issus de la session extraordinaire consacrée aux enfants.
69. Droits des peuples autochtones :
 - a) Droits des peuples autochtones;

- b) Suite donnée au document final de la réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale, dite Conférence mondiale sur les peuples autochtones.
70. Élimination du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée :
- a) Élimination du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée;
 - b) Application intégrale et suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Durban.
71. Droit des peuples à l'autodétermination.
72. Promotion et protection des droits de l'homme :
- a) Application des instruments relatifs aux droits de l'homme;
 - b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales;
 - c) Situations relatives aux droits de l'homme et rapports des rapporteurs et représentants spéciaux;
 - d) Application intégrale et suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne.

E. Efficacité de la coordination des opérations d'assistance humanitaire

73. Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire et des secours en cas de catastrophe fournis par les organismes des Nations Unies, y compris l'assistance économique spéciale :
- a) Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par les organismes des Nations Unies;
 - b) Assistance au peuple palestinien;
 - c) Assistance économique spéciale à certains pays et à certaines régions.

F. Promotion de la justice et du droit international

74. Rapport de la Cour internationale de Justice.
75. Rapport du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991.
76. Rapport de la Cour pénale internationale.
77. Les océans et le droit de la mer:
- a) Les océans et le droit de la mer;
 - b) Assurer la viabilité des pêches, notamment grâce à l'Accord de 1995 aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les

déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs et à des instruments connexes.

78. Responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies.
79. Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa cinquantième session.
80. Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international.
81. Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa soixante-neuvième session.
82. Expulsion des étrangers.
83. Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation.
84. L'état de droit aux niveaux national et international.
85. Portée et application du principe de compétence universelle.
86. Effets des conflits armés sur les traités.
87. Responsabilité des organisations internationales.
88. Demande d'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur les effets juridiques de la séparation de l'archipel des Chagos de Maurice en 1965.

G. Désarmement

89. Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique.
90. Réduction des budgets militaires :
 - a) Réduction des budgets militaires;
 - b) Information objective sur les questions militaires, y compris la transparence des dépenses militaires.
91. Application de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix.
92. Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique.
93. Interdiction de mettre au point et de fabriquer de nouveaux types et systèmes d'armes de destruction massive : rapport de la Conférence du désarmement.
94. Progrès de l'informatique et des télécommunications et sécurité internationale.
95. Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient.
96. Conclusion d'arrangements internationaux efficaces visant à garantir les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace d'emploi de ces armes.
97. Prévention d'une course aux armements dans l'espace :

- a) Prévention d'une course aux armements dans l'espace;
 - b) Non-déploiement d'armes dans l'espace en premier.
98. Rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale et du désarmement.
99. Désarmement général et complet :
- a) Traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires;
 - b) Désarmement nucléaire;
 - c) Notification des essais nucléaires;
 - d) Relation entre le désarmement et le développement;
 - e) Interdiction de déverser des déchets radioactifs;
 - f) Désarmement régional;
 - g) Maîtrise des armes classiques aux niveaux régional et sous-régional;
 - h) Convocation de la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement;
 - i) Hémisphère Sud et zones adjacentes exempts d'armes nucléaires;
 - j) Respect des normes environnementales dans l'élaboration et l'application des accords de désarmement et de maîtrise des armements;
 - k) Suite donnée à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires;
 - l) Application de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction;
 - m) Mise en œuvre de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction;
 - n) Assistance aux États pour l'arrêt de la circulation illicite et la collecte des armes légères et de petit calibre;
 - o) Réduction du danger nucléaire;
 - p) Le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects;
 - q) Vers un monde exempt d'armes nucléaires : accélération de la mise en œuvre des engagements en matière de désarmement nucléaire;
 - r) Promotion du multilatéralisme dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération;
 - s) Mesures visant à empêcher les terroristes d'acquérir des armes de destruction massive;
 - t) Adoption de mesures de confiance à l'échelon régional et sous-régional;

- u) Problèmes découlant de l'accumulation de stocks de munitions classiques en surplus;
 - v) Mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales;
 - w) Suivi des obligations en matière de désarmement nucléaire contractées à l'issue des conférences des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargées d'examiner le Traité en 1995, en 2000 et en 2010;
 - x) Traité sur le commerce des armes;
 - y) Traité sur la zone exempte d'armes nucléaires de l'Asie du Sud-Est (Traité de Bangkok);
 - z) Agir dans l'unité, avec une détermination renouvelée, en vue de l'élimination totale des armes nucléaires;
 - aa) Respect des accords et obligations en matière de non-prolifération, de limitation des armements et de désarmement;
 - bb) Faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire;
 - cc) Suivi de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le désarmement nucléaire de 2013;
 - dd) Lutter contre la menace que représentent les engins explosifs improvisés;
 - ee) Conséquences humanitaires des armes nucléaires;
 - ff) Engagement humanitaire en faveur de l'interdiction et de l'élimination des armes nucléaires;
 - gg) Impératifs éthiques pour un monde exempt d'armes nucléaires;
 - hh) Application de la Convention sur les armes à sous-munitions;
 - ii) Vérification du désarmement nucléaire.
100. Examen et application du Document de clôture de la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale :
- a) Convention sur l'interdiction de l'utilisation des armes nucléaires;
 - b) Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique;
 - c) Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes;
 - d) Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique;
 - e) Mesures de confiance à l'échelon régional : activités du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale;
 - f) Centres régionaux des Nations Unies pour la paix et le désarmement.
101. Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire :

- a) Rapport de la Conférence du désarmement;
 - b) Rapport de la Commission du désarmement.
102. Le risque de prolifération nucléaire au Moyen-Orient.
103. Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination.
104. Renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région de la Méditerranée.
105. Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.
106. Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction.

H. Contrôle des drogues, prévention du crime et lutte contre le terrorisme international sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations

- 107. Prévention du crime et justice pénale.
- 108. Contrôle international des drogues.
- 109. Mesures visant à éliminer le terrorisme international.

I. Questions d'organisation, questions administratives et autres questions

- 110. Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation.
- 111. Rapport du Secrétaire général sur le Fonds pour la consolidation de la paix.
- 112. Communication faite par le Secrétaire général en vertu du paragraphe 2 de l'Article 12 de la Charte des Nations Unies.
- 113. Élections aux sièges devenus vacants dans les organes principaux :
 - a) Élection de cinq membres non permanents du Conseil de sécurité;
 - b) Élection de dix-huit membres du Conseil économique et social;
 - c) Élection de cinq membres de la Cour internationale de Justice.
- 114. Élections aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres élections:
 - a) Élection de vingt membres du Comité du programme et de la coordination;
 - b) Élection du Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour les établissements humains;
 - c) Élection de deux membres du Comité d'organisation de la Commission de consolidation de la paix;
 - d) Élection de quinze membres du Conseil des droits de l'homme.

115. Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations :
 - a) Nomination de membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;
 - b) Nomination de membres du Comité des contributions;
 - c) Nomination d'un membre du Comité des commissaires aux comptes;
 - d) Nomination de membres de la Commission de la fonction publique internationale :
 - i) Nomination de membres de la Commission;
 - ii) Désignation du Vice-Président de la Commission;
 - e) Nomination de membres du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit;
 - f) Nomination de membres du Comité des conférences;
 - g) Nomination de membres du Conseil du Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables;
 - h) Confirmation de la nomination du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme;
 - i) Nomination de juges du Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies.
116. Admission de nouveaux Membres à l'Organisation des Nations Unies.
117. Suite donnée aux textes issus du Sommet du Millénaire.
118. La Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies.
119. Commémoration de l'abolition de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves.
120. Application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies.
121. Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale.
122. Question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres et autres questions connexes ayant trait au Conseil de sécurité.
123. Renforcement du système des Nations Unies.
124. Réforme de l'Organisation des Nations Unies : mesures et propositions.
125. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales ou autres : coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine.
126. Interaction entre l'Organisation des Nations Unies, les parlements nationaux et l'Union interparlementaire.
127. Santé mondiale et politique étrangère.
128. Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991.

129. Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux.
130. Enquête sur les conditions et les circonstances de la mort tragique de Dag Hammarskjöld et des personnes qui l'accompagnaient.
131. Exploitation et atteintes sexuelles : application d'une politique de tolérance zéro.
132. La responsabilité de protéger et la prévention du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité.
133. Rapports financiers et états financiers vérifiés et rapports du Comité des commissaires aux comptes :
 - a) Organisation des Nations Unies;
 - b) Opérations de maintien de la paix des Nations Unies;
 - c) Centre du commerce international;
 - d) Université des Nations Unies;
 - e) Plan-cadre d'équipement;
 - f) Programme des Nations Unies pour le développement;
 - g) Fonds d'équipement des Nations Unies;
 - h) Fonds des Nations Unies pour l'enfance;
 - i) Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient;
 - j) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche;
 - k) Fonds de contributions volontaires gérés par le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés;
 - l) Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement;
 - m) Fonds des Nations Unies pour la population;
 - n) Programme des Nations Unies pour les établissements humains;
 - o) Office des Nations Unies contre la drogue et le crime;
 - p) Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets;
 - q) Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes);
 - r) Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994;
 - s) Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991;
 - t) Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux;
 - u) Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

134. Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies.
135. Budget-programme de l'exercice biennal 2016-2017.
136. Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019.
137. Planification des programmes.
138. Amélioration de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies.
139. Plan des conférences.
140. Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies.
141. Gestion des ressources humaines.
142. Corps commun d'inspection .
143. Régime commun des Nations Unies.
144. Coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique.
145. Rapport d'activité du Bureau des services de contrôle interne.
146. Administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies.
147. Financement du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991.
148. Financement du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux.
149. Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies.
150. Financement de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei.
151. Financement de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine.
152. Financement de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire.
153. Financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre.
154. Financement de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo.
155. Financement de la Mission des Nations Unies au Timor oriental.
156. Financement de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti.
157. Financement de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo.
158. Financement de la Mission des Nations Unies au Libéria.
159. Financement de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali.

160. Financement des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient :
 - a) Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement;
 - b) Force intérimaire des Nations Unies au Liban.
161. Financement de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud.
162. Financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental.
163. Financement de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour.
164. Financement des activités découlant de la résolution [1863 \(2009\)](#) du Conseil de sécurité.
165. Financement de la Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti.
166. Rapport du Comité des relations avec le pays hôte.
167. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au Conseil de coopération des États de langue turcique.
168. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à l'Union économique eurasiennne.
169. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à la Communauté des démocraties.
170. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au Réseau international sur le bambou et le rotin.
171. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au Bureau de recherche macroéconomique de l'ASEAN+3.
172. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au Groupe Eurasie de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.
173. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au secrétariat de la Convention de Ramsar sur les zones humides.
174. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au Fonds pour l'environnement mondial.

IV. Répartition des questions inscrites à l'ordre du jour

101. La répartition des questions visées au paragraphe 110 ci-après s'inspire du plan adopté par l'Assemblée générale les années précédentes pour ces questions et est organisée suivant les intitulés du projet d'ordre du jour figurant au paragraphe 100 ci-dessus. Le Bureau a pris note des résolutions et décisions se rapportant aux directives relatives à la répartition des questions inscrites à l'ordre du jour, à savoir la décision 34/401 ([A/520/Rev.18](#), annexe V), la résolution [39/88 B](#), la résolution [45/45](#) ([A/520/Rev.18](#), annexes VI et VII), l'annexe I de la résolution [48/264](#) et l'annexe de la résolution [51/241](#).

102. Le Bureau a pris note des alinéas c), e), i) et l) du paragraphe 4 de l'annexe de la résolution [58/316](#) et du paragraphe 26 de la résolution [61/134](#) concernant la répartition des questions inscrites à l'ordre du jour de la soixante-douzième session.

103. Le Bureau a également pris note du fait que toute demande d'octroi à une organisation du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale serait examinée en séance plénière après avoir été examinée par la Sixième Commission (résolution 54/195).

104. Compte tenu de la recommandation relative à l'adoption de l'ordre du jour figurant dans la section III ci-dessus, le Bureau a approuvé la répartition des questions inscrites à l'ordre du jour visée au paragraphe 115 du mémorandum du Secrétaire général (A/BUR/72/1).

105. Séances plénières

a) **Point 9** (Rapport du Conseil économique et social). Le Bureau a pris note de l'alinéa c) du paragraphe 4 de l'annexe de la résolution 58/316 et a décidé de recommander à l'Assemblée générale que ce point soit intégralement examiné en séance plénière, étant entendu que les aspects administratifs, budgétaires et relatifs aux programmes devraient être traités par la Cinquième Commission. Le Bureau a également pris note de l'éclaircissement selon lequel, conformément à la résolution 58/316, les parties concernées du chapitre I du rapport du Conseil économique et social seraient renvoyées pour examen aux grandes commissions voulues au titre de points figurant déjà à leur ordre du jour, pour que l'Assemblée puisse ensuite se prononcer ;

b) **Point 14** (Application et suivi intégrés et coordonnés des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes). Le Bureau a pris note de la résolution 57/270 B, dans laquelle l'Assemblée générale avait décidé d'examiner, au titre de cette question, les chapitres du rapport annuel du Conseil économique et social ayant trait à l'application et au suivi intégrés et coordonnés des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies, notamment avec la participation du Président du Conseil ;

c) **Point 14** (Application et suivi intégrés et coordonnés des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes) et **point 117** (Suite donnée aux textes issus du Sommet du Millénaire). Le Bureau a pris note du paragraphe 56 de la résolution 60/265 dans laquelle l'Assemblée générale avait décidé de consacrer à chacune de ses sessions une réunion particulière axée sur le développement, où elle s'attacherait notamment à mesurer les progrès accomplis depuis l'année précédente ;

d) **Point 67** (Rapport du Conseil des droits de l'homme). Le Bureau a pris note du paragraphe 6 de la résolution 65/281, dans lequel l'Assemblée générale avait décidé de maintenir sa pratique consistant à renvoyer la question de l'ordre du jour à la plénière et à la Troisième Commission, conformément à sa décision 65/503 A, étant également entendu que le Président du Conseil présenterait ce rapport, en sa qualité de Président, à la plénière et à la Troisième Commission et que celle-ci engagerait avec lui, lorsqu'il lui présenterait le rapport du Conseil, un dialogue participatif ;

e) **Point 70** (Élimination du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée). Le Bureau a pris note du paragraphe 21 de la résolution 70/140, dans lequel l'Assemblée générale avait décidé de continuer à organiser des réunions commémoratives annuelles à l'occasion de la célébration de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale ;

f) **Point 107** (Prévention du crime et justice pénale). Le Bureau a pris note du paragraphe premier de la résolution 71/287, dans lequel l'Assemblée générale a décidé que la réunion de haut niveau sur l'évaluation du Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes se tiendra les mercredi 27 et jeudi 28 septembre 2017;

g) **Point 110** (Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation). Conformément aux paragraphes 4 et 10 de la résolution 51/241 et comme lors des sessions précédentes, le Secrétaire général présentera brièvement son rapport annuel¹² au début de la séance du matin, avant l'ouverture du débat général, le mardi 19 septembre 2017;

h) **Point 121** (Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale). Le Bureau a pris note des résolutions 58/316, 59/313 et 70/305 et, pour faciliter les travaux des grandes commissions, décidé de recommander que l'Assemblée générale renvoie également le point 121 à toutes les grandes commissions, pour qu'elles passent en revue leurs méthodes de travail et examinent et adoptent leurs programmes de travail provisoires respectifs;

i) **Point 131** (Exploitation et atteintes sexuelles : application d'une politique de tolérance zéro). Le Bureau a décidé de recommander à l'Assemblée générale d'examiner ce point directement en séance plénière;

j) **Point 132** (La responsabilité de protéger et la prévention du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité). Le Bureau a décidé de recommander à l'Assemblée générale d'examiner ce point directement en séance plénière.

106. Première Commission

a) **Alinéa b) du point 52** (Débat conjoint des Première et Quatrième Commissions consacré aux risques éventuels pour la sécurité et la viabilité des activités spatiales). Le Bureau a décidé de recommander à l'Assemblée générale que ce point soit renvoyé à la Première Commission et à la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission);

b) **Point 99** (Désarmement général et complet). Le Bureau a pris note du fait que certaines parties du rapport annuel de l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui devait être examiné directement en séance plénière au titre du point 89, portaient sur la question dont traite ce point. C'est pourquoi le Bureau a décidé de recommander à l'Assemblée générale que les passages pertinents de ce rapport soient portés à l'attention de la Première Commission dans le cadre de son examen du point 99;

c) **Alinéa ii) du point 99** (Vérification du désarmement nucléaire). Le Bureau a décidé de recommander à l'Assemblée générale que ce point soit renvoyé à la Première Commission.

107. Deuxième Commission

a) **Alinéas e) et f) du point 17** (Amélioration de l'accès aux services financiers pour le développement durable et Promotion de la coopération internationale en matière de lutte contre les flux financiers illicites pour favoriser le développement durable). Le Bureau a décidé de recommander à l'Assemblée générale que ces points soient renvoyés à la Deuxième Commission;

¹² Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante et onzième session, Supplément n° 1 (A/71/1).

b) **Alinéa j) du point 19** (Lutte contre les tempêtes de sable et de poussière). Le Bureau a décidé de recommander à l'Assemblée générale que ce point soit renvoyé à la Deuxième Commission.

108. Cinquième Commission

a) **Point 137** (Planification des programmes). Le Bureau a pris note du paragraphe 2 de la résolution 71/6, dans lequel l'Assemblée générale avait souligné à nouveau qu'elle-même, réunie en séance plénière, et ses grandes commissions étaient appelées à examiner les recommandations du Comité du programme et de la coordination ayant trait à leurs travaux et à se prononcer sur ces recommandations, conformément à l'article 4.10 du Règlement et des règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui avaient trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation (ST/SGB/2016/6). Le Bureau a également pris note du paragraphe 2 de la résolution 61/235, dans lequel l'Assemblée avait prié le Bureau de tenir pleinement compte de ses résolutions 56/253, 57/282, 59/275 et 60/257 lorsqu'il répartissait les questions inscrites à l'ordre du jour entre les grandes commissions. Il a en outre pris note du paragraphe 9 de la résolution 60/257, par lequel l'Assemblée avait pris note du rapport du Bureau des services de contrôle interne (A/60/73) et invité les organes intergouvernementaux à utiliser, aux fins de la planification et de la définition des orientations, les conclusions figurant dans le rapport du Secrétaire général sur l'exécution des programmes et dans les rapports d'évaluation. Sur cette base, le Bureau a décidé de recommander à l'Assemblée générale de renvoyer le point 137 du projet d'ordre du jour à toutes les grandes commissions et à l'Assemblée en séance plénière afin d'élargir le débat sur les rapports concernant l'évaluation, la planification, l'établissement des budgets et le suivi;

b) **Point 146** (Administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies), le Bureau a rappelé la résolution 64/119, dans laquelle l'Assemblée générale avait approuvé les règlements de procédure du Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies et du Tribunal d'appel des Nations Unies; et le paragraphe 46 de la résolution 71/266, dans laquelle elle avait invité la Sixième Commission à examiner les aspects juridiques du rapport que présenterait le Secrétaire général, sans préjudice des prérogatives de la Cinquième Commission, grande commission chargée des questions administratives et budgétaires. Compte tenu de ce qui précède, le Bureau a décidé de recommander à l'Assemblée générale de renvoyer le point 146 aux Cinquième et Sixième Commissions;

c) **Point 165** (Financement de la Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti). Le Bureau a décidé de recommander à l'Assemblée générale que ce point soit renvoyé à la Cinquième Commission.

109. Sixième Commission

a) **Point 82** (Expulsion des étrangers). Le Bureau a décidé de recommander à l'Assemblée générale que ce point soit renvoyé à la Sixième Commission;

b) **Point 170** (Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au Réseau international sur le bambou et le rotin). Le Bureau a décidé de recommander à l'Assemblée générale que ce point soit renvoyé à la Sixième Commission;

c) **Point 171** (Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au Bureau de recherche macroéconomique de l'ASEAN+3). Le Bureau a décidé de recommander à l'Assemblée générale que ce point soit renvoyé à la Sixième Commission;

d) **Point 172** (Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au Groupe Eurasie de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme). Le Bureau a décidé de recommander à l'Assemblée générale que ce point soit renvoyé à la Sixième Commission;

e) **Point 173** (Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au secrétariat de la Convention de Ramsar sur les zones humides). Le Bureau a décidé de recommander à l'Assemblée générale que ce point soit renvoyé à la Sixième Commission;

f) **Point 174** (Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au Fonds pour l'environnement mondial). Le Bureau a décidé de recommander à l'Assemblée générale que ce point soit renvoyé à la Sixième Commission.

Autres questions

110. Compte tenu des paragraphes 105 à 109 ci-dessus, le Bureau recommande à l'Assemblée générale d'adopter la répartition suivante des questions inscrites à l'ordre du jour¹³ :

Séances plénières

1. Ouverture de la session par le Président de l'Assemblée générale.
2. Minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation.
3. Pouvoirs des représentants à la soixante-douzième session de l'Assemblée générale :
 - a) Nomination des membres de la Commission de vérification des pouvoirs;
 - b) Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.
4. Élection du Président de l'Assemblée générale.
6. Élection des vice-présidents de l'Assemblée générale.
7. Organisation des travaux, adoption de l'ordre du jour et répartition des questions inscrites à l'ordre du jour : rapports du Bureau.
8. Débat général.

A. Promotion d'une croissance économique soutenue et d'un développement durable, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale et aux décisions issues des récentes conférences des Nations Unies

9. Rapport du Conseil économique et social (voir par. 105 a)).
10. Mise en œuvre de la Déclaration d'engagement sur le VIH/sida et des déclarations politiques sur le VIH/sida.
11. Le sport au service du développement et de la paix : édification d'un monde pacifique et meilleur grâce au sport et à l'idéal olympique.

¹³ Les numéros sont identiques à ceux des points de l'ordre du jour figurant au paragraphe 100 ci-dessus.

12. Amélioration de la sécurité routière mondiale
13. 2001-2010 : Décennie pour faire reculer le paludisme dans les pays en développement, particulièrement en Afrique.
14. Application et suivi intégrés et coordonnés des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes (voir par. 105 b) et c)).
15. Culture de paix.

B. Maintien de la paix et de la sécurité internationales

29. Rapport du Conseil de sécurité.
30. Rapport de la Commission de consolidation de la paix.
31. Élimination des mesures économiques coercitives unilatérales et extraterritoriales utilisées pour exercer une pression politique et économique
32. Appui du système des Nations Unies aux efforts déployés par les gouvernements pour promouvoir et consolider les démocraties nouvelles ou rétablies
33. Les diamants, facteur de conflits.
34. Prévention des conflits armés :
 - a) Prévention des conflits armés;
 - b) Renforcement du rôle de la médiation dans le règlement pacifique des différends et la prévention et le règlement des conflits.
35. Conflits prolongés dans la région du Groupe GUAM et leurs incidences sur la paix et la sécurité internationales et sur le développement.
36. Zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud.
37. La situation au Moyen-Orient.
38. Question de Palestine.
39. La situation en Afghanistan.
40. La situation dans les territoires occupés de l'Azerbaïdjan.
41. Question de l'île comorienne de Mayotte.
42. Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique.
43. La situation en Amérique centrale : progrès accomplis vers la constitution d'une région de paix, de liberté, de démocratie et de développement.
44. Question de Chypre.
45. Agression armée contre la République démocratique du Congo.
46. Question des îles Falkland (Malvinas).
47. La situation de la démocratie et des droits de l'homme en Haïti.

48. L'agression armée israélienne contre les installations nucléaires iraqiennes et ses graves conséquences pour le système international établi en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, la non-prolifération des armes nucléaires et la paix et la sécurité internationales.
49. Conséquences de l'occupation du Koweït par l'Iraq et de l'agression iraquienne contre le Koweït.
65. Consolidation et pérennisation de la paix.

C. Développement de l'Afrique

66. Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique : progrès accomplis dans la mise en œuvre et appui international :
 - a) Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique : progrès accomplis dans la mise en œuvre et appui international;
 - b) Les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique.

D. Promotion des droits de l'homme

67. Rapport du Conseil des droits de l'homme (voir par. 105 d)).
70. Élimination du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée (voir par. 105 e)).

E. Efficacité de la coordination des opérations d'assistance humanitaire

73. Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire et des secours en cas de catastrophe fournis par les organismes des Nations Unies, y compris l'assistance économique spéciale :
 - a) Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par les organismes des Nations Unies;
 - b) Assistance au peuple palestinien;
 - c) Assistance économique spéciale à certains pays et à certaines régions.

F. Promotion de la justice et du droit international

74. Rapport de la Cour internationale de Justice.
75. Rapport du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991.
76. Rapport de la Cour pénale internationale.
77. Les océans et le droit de la mer :
 - a) Les océans et le droit de la mer;

- b) Assurer la viabilité des pêches, notamment grâce à l'Accord de 1995 aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs et à des instruments connexes.
88. Demande d'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur les effets juridiques de la séparation de l'archipel des Chagos de Maurice en 1965.

G. Désarmement

89. Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (voir par. 106 b)).

H. Contrôle des drogues, prévention du crime et lutte contre le terrorisme international sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations

107. Prévention du crime et justice pénale (voir par. 105 f)).

I. Questions d'organisation, questions administratives et autres questions

110. Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (voir par. 105 g)).
111. Rapport du Secrétaire général sur le Fonds pour la consolidation de la paix.
112. Communication faite par le Secrétaire général en vertu du paragraphe 2 de l'Article 12 de la Charte des Nations Unies.
113. Élections aux sièges devenus vacants dans les organes principaux :
- a) Élection de cinq membres non permanents du Conseil de sécurité;
 - b) Élection de dix-huit membres du Conseil économique et social;
 - c) Élection de cinq membres de la Cour internationale de Justice.
114. Élections aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres élections :
- a) Élection de vingt membres du Comité du programme et de la coordination;
 - b) Élection du Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour les établissements humains;
 - c) Élection de deux membres du Comité d'organisation de la Commission de consolidation de la paix;
 - d) Élection de quinze membres du Conseil des droits de l'homme.

115. Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations¹⁴ :
 - f) Nomination de membres du Comité des conférences;
 - g) Nomination de membres du Conseil du Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables;
 - h) Confirmation de la nomination du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme;
 - i) Nomination de juges du Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies.
116. Admission de nouveaux Membres à l'Organisation des Nations Unies.
117. Suite donnée aux textes issus du Sommet du Millénaire (voir par. 105 c)).
118. La Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies.
119. Commémoration de l'abolition de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves.
120. Application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies.
121. Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale (voir par. 105 h)).
122. Question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres et autres questions connexes ayant trait au Conseil de sécurité.
123. Renforcement du système des Nations Unies
124. Réforme de l'Organisation des Nations Unies : mesures et propositions.
125. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales ou autres : coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine.
126. Interaction entre l'Organisation des Nations Unies, les parlements nationaux et l'Union interparlementaire.:
127. Santé mondiale et politique étrangère.
128. Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991.
129. Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux.
130. Enquête sur les conditions et les circonstances de la mort tragique de Dag Hammarskjöld et des personnes qui l'accompagnaient.
131. Exploitation et atteintes sexuelles : application d'une politique de tolérance zéro (voir par. 105 i)).
132. La responsabilité de protéger et la prévention du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité (voir par. 105 j)).

¹⁴ Pour les alinéas a) à e), voir la liste des points renvoyés à la Cinquième Commission.

137. Planification des programmes (voir par. 108 a)).

Première Commission

5. Élection des bureaux des grandes commissions.

B. Maintien de la paix et de la sécurité internationales

52. Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace :

- b) Débat conjoint des Première et Quatrième Commissions consacré aux risques éventuels pour la sécurité et la viabilité des activités spatiales (voir par. 106 a)).

G. Désarmement

90. Réduction des budgets militaires :

- a) Réduction des budgets militaires;
- b) Information objective sur les questions militaires, y compris la transparence des dépenses militaires.

91. Application de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix.

92. Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique.

93. Interdiction de mettre au point et de fabriquer de nouveaux types et systèmes d'armes de destruction massive : rapport de la Conférence du désarmement.

94. Progrès de l'informatique et des télécommunications et sécurité internationale.

95. Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient.

96. Conclusion d'arrangements internationaux efficaces visant à garantir les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace d'emploi de ces armes.

97. Prévention d'une course aux armements dans l'espace:

- a) Prévention d'une course aux armements dans l'espace;
- b) Non-déploiement d'armes dans l'espace en premier.

98. Rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale et du désarmement.

99. Désarmement général et complet (voir par. 106 b)) :

- a) Traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires;
- b) Désarmement nucléaire;
- c) Notification des essais nucléaires;
- d) Relation entre le désarmement et le développement;

- e) Interdiction de déverser des déchets radioactifs;
- f) Désarmement régional;
- g) Maîtrise des armes classiques aux niveaux régional et sous-régional;
- h) Convocation de la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement;
- i) Hémisphère Sud et zones adjacentes exempts d'armes nucléaires;
- j) Respect des normes environnementales dans l'élaboration et l'application des accords de désarmement et de maîtrise des armements;
- k) Suite donnée à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires;
- l) Application de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction;
- m) Mise en œuvre de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction;
- n) Assistance aux États pour l'arrêt de la circulation illicite et la collecte des armes légères et de petit calibre;
- o) Réduction du danger nucléaire;
- p) Le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects;
- q) Vers un monde exempt d'armes nucléaires : accélération de la mise en œuvre des engagements en matière de désarmement nucléaire;
- r) Promotion du multilatéralisme dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération;
- s) Mesures visant à empêcher les terroristes d'acquérir des armes de destruction massive;
- t) Adoption de mesures de confiance à l'échelon régional et sous-régional;
- u) Problèmes découlant de l'accumulation de stocks de munitions classiques en surplus;
- v) Mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales;
- w) Suivi des obligations en matière de désarmement nucléaire contractées à l'issue des conférences des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargées d'examiner le Traité en 1995, en 2000 et en 2010;
- x) Traité sur le commerce des armes;
- y) Traité sur la zone exempte d'armes nucléaires de l'Asie du Sud-Est (Traité de Bangkok) ;
- z) Agir dans l'unité, avec une détermination renouvelée, en vue de l'élimination totale des armes nucléaires;

- aa) Respect des accords et obligations en matière de non-prolifération, de limitation des armements et de désarmement;
 - bb) Faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire;
 - cc) Suivi de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le désarmement nucléaire de 2013;
 - dd) Lutter contre la menace que représentent les engins explosifs improvisés;
 - ee) Conséquences humanitaires des armes nucléaires;
 - ff) Engagement humanitaire en faveur de l'interdiction et de l'élimination des armes nucléaires;
 - gg) Impératifs éthiques pour un monde exempt d'armes nucléaires;
 - hh) Application de la Convention sur les armes à sous-munitions;
 - ii) Vérification du désarmement nucléaire (voir par. 106 c)).
100. Examen et application du Document de clôture de la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale :
- a) Convention sur l'interdiction de l'utilisation des armes nucléaires;
 - b) Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique;
 - c) Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes;
 - d) Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique;
 - e) Mesures de confiance à l'échelon régional : activités du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale;
 - f) Centres régionaux des Nations Unies pour la paix et le désarmement.
101. Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire :
- a) Rapport de la Conférence du désarmement;
 - b) Rapport de la Commission du désarmement.
102. Le risque de prolifération nucléaire au Moyen-Orient.
103. Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination.
104. Renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région de la Méditerranée.
105. Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.
106. Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction.

**I. Questions d'organisation, questions administratives|
et autres questions**

- 121. Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale (voir par. 105 h)).
- 137. Planification des programmes (voir par. 108 a)).

**Commission des questions politiques spéciales
et de la décolonisation (Quatrième Commission)**

- 5. Élection des bureaux des grandes commissions.

B. Maintien de la paix et de la sécurité internationales

- 50. Assistance à la lutte antimines
- 51. Effets des rayonnements ionisants.
- 52. Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace :
 - a) Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace
 - b) Débat conjoint des Première et Quatrième Commissions consacré aux risques éventuels pour la sécurité et la viabilité des activités spatiales (voir par. 106 a)).
- 53. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.
- 54. Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés.
- 55. Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects.
- 56. Étude d'ensemble des missions politiques spéciales.
- 57. Questions relatives à l'information.
- 58. Renseignements relatifs aux territoires non autonomes communiqués en application de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies.
- 59. Activités économiques et autres préjudiciables aux intérêts des peuples des territoires non autonomes.
- 60. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies.
- 61. Dispositifs offerts par les États Membres aux habitants des territoires non autonomes en matière d'études et de formation.
- 62. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

I. Questions d'organisation, questions administratives et autres questions

- 121. Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale (voir par. 105 h)).
- 137. Planification des programmes (voir par. 108 a)).

Deuxième Commission

- 5. Élection des bureaux des grandes commissions.

A. Promotion d'une croissance économique soutenue et d'un développement durable, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale et aux décisions issues des récentes conférences des Nations Unies

- 16. Les technologies de l'information et des communications au service du développement.
- 17. Questions de politique macroéconomique:
 - a) Commerce international et développement;
 - b) Système financier international et développement;
 - c) Soutenabilité de la dette extérieure et développement;
 - d) Produits de base;
 - e) Amélioration de l'accès aux services financiers pour le développement durable (voir par. 107 a));
 - f) Promotion de la coopération internationale en matière de lutte contre les flux financiers illicites pour favoriser le développement durable (voir par. 107 a)).
- 18. Suivi et mise en œuvre des textes issus des Conférences internationales sur le financement du développement.
- 19. Développement durable :
 - a) Mise en œuvre d'Action 21, du Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21 et des textes issus du Sommet mondial pour le développement durable et de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable
 - b) Suivi et application des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa) et de la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement;
 - c) Réduction des risques de catastrophe;
 - d) Sauvegarde du climat mondial pour les générations présentes et futures;
 - e) Application de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique;

- f) Convention sur la diversité biologique;
 - g) L'éducation au service du développement durable;;
 - h) Harmonie avec la nature;
 - i) Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable;
 - j) Lutte contre les tempêtes de sable et de poussière (voir par. 107 b)).
20. Application des décisions prises par la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains et la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable et renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat).
21. Mondialisation et interdépendance:
- a) Rôle de l'Organisation des Nations Unies dans la promotion du développement dans le cadre de la mondialisation et de l'interdépendance;
 - b) Science, technologie et innovation au service du développement;
 - c) Culture et développement durable;
 - d) Coopération pour le développement des pays à revenu intermédiaire.
22. Groupes de pays en situation particulière:
- a) Suivi de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés;
 - b) Suivi de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral.
23. Élimination de la pauvreté et autres questions liées au développement:
- a) Activités relatives à la deuxième Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (2008-2017);
 - b) Participation des femmes au développement;
 - c) Mise en valeur des ressources humaines.
24. Activités opérationnelles de développement:
- a) Activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies;
 - b) Coopération Sud-Sud pour le développement.
25. Développement agricole, sécurité alimentaire et nutrition.
26. Vers des partenariats mondiaux.

B. Maintien de la paix et de la sécurité internationales

63. Souveraineté permanente du peuple palestinien dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de la population arabe dans le Golan syrien occupé sur leurs ressources naturelles.

I. Questions d'organisation, questions administratives et autres questions

121. Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale (voir par. 105 h)).

137. Planification des programmes (voir par. 108 a)).

Troisième Commission

5. Élection des bureaux des grandes commissions.

A. Promotion d'une croissance économique soutenue et d'un développement durable, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale et aux décisions issues des récentes conférences des Nations Unies

27. Développement social :

- a) Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale;
- b) Développement social, y compris les questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille.

28. Promotion de la femme :

- a) Promotion de la femme;
- b) Suite donnée aux textes issus de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale.

B. Maintien de la paix et de la sécurité internationales

64. Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés et questions humanitaires.

D. Promotion des droits de l'homme

67. Rapport du Conseil des droits de l'homme (voir par. 105 d)).

68. Promotion et protection des droits de l'enfant :

- a) Promotion et protection des droits de l'enfant;
- b) Suite donnée aux textes issus de la session extraordinaire consacrée aux enfants.

69. Droits des peuples autochtones :

- a) Droits des peuples autochtones;
- b) Suite donnée au document final de la réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale, dite Conférence mondiale sur les peuples autochtones.

70. Élimination du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée (voir par. 105 e) :
 - a) Élimination du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée;
 - b) Application intégrale et suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Durban.
71. Droit des peuples à l'autodétermination.
72. Promotion et protection des droits de l'homme :
 - a) Application des instruments relatifs aux droits de l'homme;
 - b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales;
 - c) Situations relatives aux droits de l'homme et rapports des rapporteurs et représentants spéciaux;
 - d) Application intégrale et suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne.

H. Contrôle des drogues, prévention du crime et lutte contre le terrorisme international sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations

107. Prévention du crime et justice pénale (voir par. 105 f)).
108. Contrôle international des drogues.

I. Questions d'organisation, questions administratives et autres questions

121. Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale (voir par. 105 h)).
137. Planification des programmes (voir par. 108 a)).

Cinquième Commission

5. Élection des bureaux des grandes commissions.

I. Questions d'organisation, questions administratives et autres questions

115. Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations¹⁵ :
 - a) Nomination de membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;
 - b) Nomination de membres du Comité des contributions;

¹⁵ Pour les alinéas f) à h), voir la liste des points examinés en séance plénière.

- c) Nomination d'un membre du Comité des commissaires aux comptes;
 - d) Nomination de membres de la Commission de la fonction publique internationale;
 - i) Nomination de membres de la Commission;
 - ii) Désignation du Vice-Président de la Commission.
 - e) Nomination de membres du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit.
121. Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale (voir par. 105 h)).
133. Rapports financiers et états financiers vérifiés et rapports du Comité des commissaires aux comptes :
- a) Organisation des Nations Unies;
 - b) Opérations de maintien de la paix des Nations Unies;
 - c) Centre du commerce international;
 - d) Université des Nations Unies;
 - e) Plan-cadre d'équipement;
 - f) Programme des Nations Unies pour le développement;
 - g) Fonds d'équipement des Nations Unies;
 - h) Fonds des Nations Unies pour l'enfance;
 - i) Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient;
 - j) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche;
 - k) Fonds de contributions volontaires gérés par le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés;
 - l) Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement;
 - m) Fonds des Nations Unies pour la population;
 - n) Programme des Nations Unies pour les établissements humains;
 - o) Office des Nations Unies contre la drogue et le crime;
 - p) Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets;
 - q) Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes);
 - r) Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994;
 - s) Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991;
 - t) Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux;

- u) Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.
- 134. Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies.
- 135. Budget-programme de l'exercice biennal 2016-2017.
- 136. Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019.
- 137. Planification des programmes (voir par. 108 a)).
- 138. Amélioration de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies.
- 139. Plan des conférences.
- 140. Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies.
- 141. Gestion des ressources humaines.
- 142. Corps commun d'inspection.
- 143. Régime commun des Nations Unies.
- 144. Coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique.
- 145. Rapport d'activité du Bureau des services de contrôle interne.
- 146. Administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies (voir par. 108 b)).
- 147. Financement du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991.
- 148. Financement du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux.
- 149. Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies.
- 150. Financement de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei.
- 151. Financement de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine.
- 152. Financement de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire.
- 153. Financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre.
- 154. Financement de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo.
- 155. Financement de la Mission des Nations Unies au Timor oriental.
- 156. Financement de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti.
- 157. Financement de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo.
- 158. Financement de la Mission des Nations Unies au Libéria.

159. Financement de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali.
160. Financement des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient :
 - a) Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement;
 - b) Force intérimaire des Nations Unies au Liban.
161. Financement de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud.
162. Financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental.
163. Financement de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour.
164. Financement des activités découlant de la résolution [1863 \(2009\)](#) du Conseil de sécurité.
165. Financement de la Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti (voir par. 108 c)).

Sixième Commission

5. Élection des bureaux des grandes commissions.

F. Promotion de la justice et du droit international

78. Responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies.
79. Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa cinquantième session.
80. Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international.
81. Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa soixante-neuvième session.
82. Expulsion des étrangers (voir par. 109 a)).
83. Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation.
84. L'état de droit aux niveaux national et international.
85. Portée et application du principe de compétence universelle.
86. Effets des conflits armés sur les traités.
87. Responsabilité des organisations internationales.

H. Contrôle des drogues, prévention du crime et lutte contre le terrorisme international sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations

109. Mesures visant à éliminer le terrorisme international.

I. Questions d'organisation, questions administratives et autres questions

121. Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale (voir par. 105 h)).
 137. Planification des programmes (voir par. 108 a)).
 146. Administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies (voir par. 108 b)).
 166. Rapport du Comité des relations avec le pays hôte.
 167. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au Conseil de coopération des États de langue turcique.
 168. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à l'Union économique eurasiennne.
 169. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à la Communauté des démocraties.
 170. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au Réseau international sur le bambou et le rotin (voir par. 109 b)).
 171. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au Bureau de recherche macroéconomique de l'ASEAN+3 (voir par. 109 c)).
 172. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au Groupe Eurasie de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (voir par. 109 d)).
 173. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au secrétariat de la Convention de Ramsar sur les zones humides (voir par. 109 e)).
 174. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au Fonds pour l'environnement mondial (voir par. 109 f)).
-